

---

et nous n'accepterons pas — des politiques et des programmes ayant pour effet d'altérer l'essence même de la communauté canadienne. La plupart des problèmes sérieux et persistants qui se posent dans la gestion de la relation entre le Canada et les États-Unis tirent leur origine de cette réalité.

La plupart des Canadiens, dans la majorité des cas, sont heureux de tirer parti des très bonnes relations de voisinage que leur pays entretient avec les États-Unis. Nos deux pays ont conclu une série de transactions, et d'autres suivront. Tant et aussi longtemps qu'elles ne seront pas perçues comme une menace au caractère distinctif de la communauté canadienne, elles seront fermement encouragées. Mais la ligne de démarcation est floue, et le défi pour un nouveau gouvernement consiste à comprendre et à déterminer où le continent prend fin et où le pays prend naissance. Que ce défi soit de plus en plus difficile à relever est un signe de maturité, non de fragilité.

Les Canadiens d'aujourd'hui sont différents de ceux d'il y a 30, 20 ou même 10 ans. Dans toutes les régions du pays, ils ont vraiment confiance en eux-mêmes tout comme ils sont sûrs de la direction dans laquelle leur pays s'est engagé. Comme le mentionnait le magazine *MacLean* plus tôt cette année, en résumant les résultats d'un sondage national : « Nous pouvons maintenant voler de nos propres ailes. Plutôt que de frémir devant des indicateurs économiques instables, d'avoir maille à partir avec les politiciens ou de courber l'échine devant des restrictions sociales rigides, la plupart des Canadiens, à mi-parcours dans la présente décennie, ont confiance en eux et sont optimistes quant à l'avenir de leur pays . . . Plutôt que de condamner le passé, de craindre le présent et d'envisager nerveusement l'avenir, les Canadiens semblent très heureux de leur style de vie et des perspectives qui s'offrent à eux. »

Manifestement, cette confiance nouvelle en nous-mêmes nous donne une plus grande marge de manœuvre dans nos relations avec les États-Unis. Pour diverses raisons plus ou moins précises, bon nombre de Canadiens craignaient les États-Unis. Nous croyons que ce phénomène s'est quelque peu atténué aujourd'hui, tout comme nous croyons que les Canadiens ont moins peur du reste du monde. Et, du point de vue du gouvernement, cette confiance nouvelle se saurait être plus opportune. Car, si notre changement d'attitude nous engage à nous aventurer de façon plus active dans le monde, les développements économiques internationaux ne nous en laissent pas le choix.

Ainsi, entre 1970 et 1982, la part canadienne des exportations de produits manufacturés à destination des marchés extérieurs est passée d'environ 4,8 % à 3,6 %. En 1968, nous exportons à peu près autant que le Japon; aujourd'hui, le volume des exportations japonaises est le double du nôtre. Alors qu'auparavant le Japon était le seul concurrent dont la stratégie axée sur les exportations créait des difficultés à nos industries, aujourd'hui plusieurs autres pays nous créent les mêmes problèmes. La Corée du Sud, Hong Kong et Singapour sont du nombre. Dans un monde transformé par l'innovation, la part de notre produit intérieur brut consacré à la recherche et au développement n'a pratiquement pas bougé par rapport à 1971 tandis que, pour la plupart des autres grands pays industrialisés, elle a augmenté de façon sensible. Les tendances de notre productivité donnent sérieusement matière à réflexion. Pour ne citer qu'un exemple, les États-Unis, notre plus important partenaire commercial, demeurent plus productifs que nous. Les données montrent par ailleurs qu'en termes absolus, le Japon a devancé le Canada en ce qui concerne la productivité manufacturière. Ces constatations reflètent des développements internationaux que nous ne pouvons feindre d'ignorer.

---